

JAB
case postale
1211 Genève 8

changements d'adresse:
GSsA, CP 151, 1211 Genève 8
gssa@gssa.ch

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 105 Novembre 2015

une Suisse sans armée



Akten	Datum	Gegenstand	Fiche Nr.
(019)30	21.4.77	v.ID TG: Umfangreicher Bericht über die D., die sehr links bei der SP steht und durch ihren Lebenswandel (lebt zusammen mit [redacted] und trinkt abends gerne ein Bier!) bei der Bevölkerung und insbesondere bei Eltern ihrer Schüler auf Ablehnung stösst. Man befürchtet, ihre linke Gesinnung könnte im Unterricht abfärben.	[redacted]

Source : Archives fédérales suisses

**Merci de renvoyer le plus vite possible :
Feuille de signature pour le référendum
contre la Loi sur le renseignement (LRens)**

Editorial

Pour une Suisse sans âneries

Il était une fois, un petit pays qui avait tellement peur de se voir envahi qu'il ne rêvait que d'une seule chose, se replier sur soi en attendant que l'orage passe. Flots de réfugié-e-s, migrant-e-s, sécurité, chômage, tout semblait fait pour le submerger et le dévaster. N'écouter que leur peur, les citoyen-ne-s de ce pays élirent le 18 octobre 2015 en masse des représentant-e-s de l'UDC au Parlement.

Si seulement, cela n'avait été qu'un mauvais rêve... Triste réalité que celle dans laquelle nous vivons actuellement. Xénophobie, renfermement, militarisme outrancier, sécuritarisme quasi totalitaire, tout est fait pour mettre à mal l'Etat de droit et les libertés individuelles. Dans ce contexte, il est du devoir de la Gauche de s'unir et de se poser en garante des valeurs fondamentales de notre démocratie. Le rôle du GSsA est d'autant plus important qu'il rappelle qu'une autre Suisse est possible. Une Suisse promotrice de paix. Une Suisse démilitarisée. Une Suisse ouverte et solidaire. Bref, une Suisse sans âneries.

Dans ce numéro de notre journal, nous abordons donc les questions d'interdiction du financement des entreprises d'armement et la nécessité d'avoir une réelle politique de paix. Nous abordons également deux sujets d'actualité brûlants : la prochaine votation contre la construction d'une nouvelle caserne à Genève et le référendum contre la loi sur le Renseignement (LRens). En 2016, nous aurons besoin de vous pour mener à bien nos combats ! Plus que jamais restons uni-e-s et militons ensemble pour une Suisse meilleure !

Pour l'équipe de rédaction

Amanda Gavilanes

MOWAG

Les chars d'assaut thurgoviens tuent dans le monde entier !

(tl) Le 20 août, une manifestation a eu lieu dans le cadre des journées d'action « Combattre les causes de la migration forcée – arrêter les exportations de matériel de guerre ». Partie de Constance, elle s'est terminée devant siège social de l'entreprise de production d'armes Mowag à Kreuzlingen. Par le biais de cette action, organisée par le réseau de réfugiés « Refugees for Refugees », les participant-e-s ont pu démontrer le lien direct entre les exportations de matériel de guerre et la migration forcée.

Les chars d'assaut de Kreuzlingen ont été utilisés dans de nombreux conflits armés dans le

monde entier ces dernières décennies : lors du putsch de Pinochet au Chili, dans la guerre d'Afghanistan, ou encore lors de l'invasion des troupes saoudiennes au Bahreïn.

Les activistes pour la paix ont appelé à un arrêt immédiat de l'exportation de matériel de guerre et se sont couché-e-s, tels des cadavres, devant l'entrée de l'usine pour rappeler la responsabilité de Mowag, de la Suisse et du canton de Thurgovie dans la pérennisation de nombreux conflits dans le monde. La Suisse participe à la déstabilisation et à l'insécurité mondiales, ce qui provoque la fuite de millions de personnes.



MANIFESTATIONS

Empêcher les guerres – stopper les expulsions – accueillir les réfugié-e-s

Plus de cinquante millions de personnes dans le monde sont actuellement en fuite, en raison de violences, de conflits armés ou de guerres. En septembre dernier, le GSsA a participé à l'organisation de différents événements, tel que le rassemblement pour la paix de St-Gall ou le festival « Stop aux expulsions » de Berne, pour exiger une fois de plus l'arrêt des expulsions, s'engager contre les événements provoquant les migrations forcées et pour un accueil des réfugié-e-s. Par Nora Komposch.

A l'occasion de la Journée internationale pour la paix des Nations-Unies le 19 septembre, environ 500 personnes se sont réunies afin de manifester contre les pratiques en lien avec ou soutenant les guerres et pour l'accueil des réfugié-e-s. L'un des moments importants de la manifestation a été l'intervention de Katharina Prelicz-Huber, centrée autour de l'actualité des problématiques environnementales et des résolutions de conflits, ainsi que les difficultés

auxquelles sont exposés les gens obligés de fuir les situations de persécution ou de conflits. La manifestation, après avoir traversé la vieille ville, s'est terminée symboliquement sur la Grünangerplatz, où Donia Gudeh, réfugié Syrien et Huruy Gherezghiher, réfugié érythréen, ont témoigné des conditions de vie insupportables dans leurs pays ainsi que des difficultés pour trouver refuge en Suisse.

Le 24 Septembre a eu lieu le festival « Stop Expulsions » au Schützematte de Berne. Les conditions d'une politique d'asile plus humaine ont été débattues lors de discussions ouvertes, d'ateliers ainsi qu'autour des stands des différents ONGs, syndicats et partis politiques présents. Les revendications au centre des discussions étaient celle des moyens de fuite légaux et sûrs et celle d'une politique d'accueil généreuse : « Ce dont nous avons besoin, ce sont des ponts et non des murs », a déclaré, par exemple, le Conseiller national Balthasar Glättli des Verts. La Conseillère nationale PS Cesla Amarelle a rappelé quant à elle que c'est « notre politique

qui pousse les réfugiés dans les bras des passeurs ». Une chaîne humaine de plus de 400 personnes a été formée en clôture de manifestation. Les deux événements furent l'occasion de rappeler à la Suisse ses responsabilités : un clair engagement pour la paix, un refus catégorique du commerce de matériel de guerre et une solidarité active avec les réfugié-e-s.



Propagande

Pas de vache sacrée au Comptoir suisse !

(mg) De mai à novembre, l'Armée suisse est en tournée promotionnelle dans tout le pays. Elle s'est arrêtée entre le 12 et le 21 septembre au Comptoir suisse de Lausanne, grande foire de Suisse romande où les produits du terroir sont rois. L'armée n'était l'invitée d'honneur. La présence de l'Armée dans une telle manifestation a pour but, selon ses responsables, de rendre cette dernière sympathique à la population afin d'assurer une relève qu'elle a de plus en plus de peine à assurer. Pour le GSsA, ces opérations de séduction auprès des civil-e-s, et particulièrement des enfants, sont déplacées. Les armes ne sont pas des jouets !

Le GSsA a donc décidé d'organiser une action de sensibilisation le 19 septembre devant le Comptoir, afin de dénoncer la présence de l'Armée dans une telle foire. L'action a duré 20 minutes, après quoi le service de sécurité a escorté les personnes présentes vers la sortie et leur a interdit le tractage sur la voie publique.

CEREMONIE ANNIVERSAIRE

Hiroshima : plus jamais ça !

(mg) Le 6 août 1945, les Etats-Unis ont décidé de bombarder Hiroshima et Nagasaki dans l'espoir de mettre fin à la guerre. A Hiroshima seule, la ville a été rasée et ce sont plus de 75'000 personnes qui ont été tuées sur le coup. 70 ans plus tard, et malgré les conséquences de ces catastrophes, la course à l'armement nucléaire est toujours d'actualité.

Le 6 août 2015, le GSsA, ContrAtom et l'IPB ont organisé un rassemblement commémoratif sur la Place des Nations à Genève, afin de rendre hommage aux victimes de cette tragédie et de rappeler aux grandes puissances leurs respon-

sabilités dans le maintien de la paix mondiale. Plus de 80 personnes se sont rassemblées sur la Place des Nations et ont ensuite rejoint, en cortège, la stèle commémorative dédiée à Marcel Junod, médecin et délégué du CICR, premier à organiser des secours sur place à Hiroshima. Amanda Gavilanes, GSsA, Anne-Cécile Reimann, ContrAtom, Anne Mahrer, Conseillère nationale verte Genève, Thibault Schneeberger, SolidaritéS et Roger Deneys, député PS au Grand Conseil genevois, ont pris la parole pour appeler au désarmement. Chaque intervenant-e a insisté sur la nécessité de sortir du nucléaire,

militaire et civil, et de respecter enfin les traités de non-prolifération existants. Il n'est pas possible de maintenir une paix entre des pays qui peuvent, sur leur seule décision, raser des villes de la carte. La force nucléaire actuelle des différentes puissances mondiales pourrait détruire plusieurs fois la planète ; de plus, sur les près de 20'000 armes nucléaires dans le monde, 2000 sont prêtes à être tirées en seulement quelques minutes. Nous vivons toutes et tous avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

Un lâcher de ballons a clos la commémoration, relayée jusque dans la presse nipponne dont des représentant-e-s ont participé à la manifestation. Ce 6 août 2015, un message fort a été lancé : il est temps de sortir de l'âge atomique !

LOI SUR LE RENSEIGNEMENT

Etat ficheur 2.0

La nouvelle loi sur le renseignement (LRens) représente une limitation massive des droits fondamentaux de tous les citoyens et atteste de la progression sur le sol suisse de la surveillance totale et globale amorcée par la « guerre contre le terrorisme ». C'est pourquoi le GSsA, au sein d'une coalition de partenaires, a décidé de lancer un référendum. Par Lewin Lempert.

Comme de coutume lorsqu'il s'agit de processus législatifs, la Suisse accuse un certain retard en comparaison avec ses voisins, en ce qui concerne l'institutionnalisation de l'Etat surveillance. En France par exemple, suite au choc provoqué par les attentats contre Charlie Hebdo, le gouvernement a imposé au Parlement une législation « anti-terrorisme » complète. En Allemagne, au vu des événements liés au scandale de la NSU, il est aujourd'hui clair que les extrémistes de droite ont profondément infiltré les services de la protection de la Constitution (sécurité intérieure). En Suisse, l'explosion de l'affaire des fiches à la fin des années 80 a calmé les vellétés de surveillance du Parlement pour les quelques années qui ont suivi. A la session d'automne, la politique suisse a cependant pris un nouveau tournant, lorsque le National a adopté sans broncher la nouvelle Loi sur le renseignement (LRens). La Confédération semble avoir rejoint ses voisins européens et s'être adaptée à leurs standards en ce qui concerne la surveillance et le fanatisme sécuritaire.

La coalition lance un référendum

En réponse à l'adoption de cette nouvelle loi, des organisations telle que droitsfondamentaux.ch, Digitale Gesellschaft, les Jeunesses Socialistes, le parti des Verts et le GSsA ont formé la « coalition contre l'état fouineur » pour lancer, en octobre dernier, le référendum contre la nouvelle loi. Au centre de la critique, on retrouve la prolongation du stockage des données, la surveillance par le câble internet et la légitimation légale de nouvelles méthodes de surveillances du Service de renseignement de la Confédération (SRC). Selon la nouvelle loi sur les communications par poste et télécommunications, le stockage des données, par exemple, se verrait prolongé d'une durée de six à douze mois. Ceci signifierait que les opérateurs de télécommunications se verraient obligés de stocker les données de communication basiques (ndrl : qui communique avec qui et quand) durant une année complète. Autre nouveauté, le Service de renseignement de la Confédération se verrait octroyé un accès illimité à la base de donnée. En clair, cela signifie que ces données pourraient être conservées bien plus longtemps qu'une année, étant donné que les formats des bases de données ne sont pas délimités par la loi et relèvent du droit de décision du Conseil fédéral : le Parlement et le peuple se verraient donc exclus de tout droit de regard. De par la surveillance par le câble internet, tous les flux de données qui sortent de la Suisse seraient eux aussi enregistrés et stockés. Ainsi, toute future communication non-cryptée serait lisible et accessible au SRC en tout temps, sans nécessité de motif de présomption préalable. Bonjour NSA,

oublié Edward Snowden. Le Service de renseignement de la Confédération se verrait de plus octroyé le droit d'installer des mouchards (micros de surveillance) dans les chambres à coucher, de mettre en oeuvre des systèmes de surveillance totale de certains individus au moyen de chevaux de Troie gouvernementaux ou encore d'infiltrer certains milieux à l'aide d'informateurs. Et tout ceci sans décision de justice.

Le DDPS en tant qu'organe de contrôle ?

Fondamentalement, le Service de renseignements est toujours installé au mauvais endroit. Mais lorsqu'il est prévu, selon les termes de la LRens, d'instaurer le département de Ueli Maurer en tant qu'organe de contrôle, il y a de quoi tirer la sonnette d'alarme. La pseudo instance de contrôle, qui ferait partie du Dépar-

tement de la défense, relève de la fumisterie. Le DDPS est en cela un choix inacceptable, étant donné que le département est régulièrement mêlé à des scandales d'achats de matériel de guerre dépourvus de transparence, à la limite de la corruption, par exemple dans l'affaire des Gripen. Une armée qui recueille les données de la population de façon illimitée ne protège pas la liberté et la démocratie, bien au contraire. La nouvelle loi est un motif de profondes inquiétudes pour nombre des membres du GSsA, qui ont déjà été déjà victimes des dérapages de l'Etat surveillance jusque dans les années 1990. C'est pourquoi ta voix est plus que nécessaire : signe la feuille et renvoie la nous aussi vite que possible !

Informations supplémentaires : www.etat-fouineur.ch



Illustration: luki de la drucki, drucki@reitschule.ch

SURVEILLANCE DU MOUVEMENT PACIFISTE

«L'initiative du GSsA fait partie de la guerre révolutionnaire»

Il y a de cela 26 ans, une conversation téléphonique entre la Conseillère fédérale Elisabeth Kopp et son mari mena à la création d'une commission d'enquête parlementaire (CEP), qui permet de rendre publiques plus de 900'000 fiches de la police fédérale. L'Etat avait non seulement systématiquement fiché plus de dix pour cent de la population, mais également des organisations tel que le GSsA. Par Stefan Dietiker

Le rapport de la CEP démontre que pendant des décennies, sans base légale valable, la police fédérale a surveillé la population, écouté des conversations téléphoniques, infiltré des organisations et même documenté l'observation des droits politiques – des informations qui furent recueillies et documentées sous forme de « fiches ». S'engager à des fins politiques autres que celles de la droite bourgeoise suffisait alors pour devenir objet de la surveillance étatique. Une signature pour une pétition, participer à une table ronde, aller à une manifestation ou concevoir un flyer – le contenu des fiches au sujet du mouvement pacifiste démontre bien qu'il en fallait peu pour être digne de l'intérêt des services de renseignement.

Coup d'Etat et subversion

Dans une présentation de 1985, un officier de

la police fédérale déclarait que la subversion représentait « probablement la menace actuelle la plus pressante et dangereuse pour un état démocratique ». Selon lui, la menace ne viendrait donc non plus de l'extérieur, mais du coeur de la société même, que les moyens d'action utilisés soient légaux ou non. L'évolution des valeurs de la société ne changerait rien aux activités des services de renseignement. Suivant la logique de sa dynamique propre, la « protection de l'Etat » se garda bien de relâcher la surveillance durant les périodes de moindre agitation politique. Amstein par exemple, le Chef de la police fédérale, déclara qu'on ne devait en aucun cas négliger la surveillance de groupes politiques, bien que la probabilité d'un coup d'état se trouvait être très faible.

Infiltration et surveillance de l'IRG, des comités de soldats ainsi que du GSsA

Le mouvement pacifiste, aussi bien que les Verts, fut classé en tant que « radicalisme de gauche ». D'après l'historien Georg Kreis, la lecture de la société faite par le Service de renseignement n'allait pas au delà du déclaré « normal » et « anormal » ou du clivage gauche-droite. Tout ce qui ne passait pas dans la norme définie comme telle par l'Agence était déclaré extrémiste et digne de surveillance.

Ce n'est qu'en appréhendant cette logique manichéenne des services de renseignement qu'il est possible d'apporter une explication au fait que la section suisse de l'internationale des résistants-e-s à la guerre fut surveillée de 1963 à 1986 et que les informations recueillies remplirent plus de 95 fiches. Les comités de soldats furent apparemment déclarés encore plus dangereux, puisque leur fiche comprend non moins de 91 cartes, dont 75 concernent des événements entre 1973 et 1976.

Sans entrer dans le débat de la justification de la surveillance s'il en est, les motifs avancés regroupent majoritairement « des influences subversives » ou des « dangers » non étayés, qu'on se devait bien-sûr, selon les termes du Conseil fédéral d'alors Rudolf Gnägi, « enrayer » et ceci aussi vite que possible.

La fiche du GSsA ne comprend, elle, que 18 cartes, la première datée de 1982 et la dernière de 1989. Il est intéressant de considérer que les cent personnes qui voulaient faire usage de leurs droits politiques et participèrent au dépôt de l'initiative du GSsA à la Chancellerie fédérale furent systématiquement fichées, lorsqu'elles ne l'étaient pas déjà.

Le danger émanant de l'initiative – un droit fondamental lié au système politique suisse fut décrit par un commissaire lors d'un exposé sur « les activités du mouvement pacifiste et

des activités anti-armée en Suisse » dans les termes suivants : « Sous couvert de question nationale d'intérêt général, l'initiative pour la suppression de l'armée suisse est en fait partie de la lutte révolutionnaire. »

Et au 21ème siècle ?

La fiche du « groupe de travail pour un contrôle de l'armement et une interdiction de l'exportation du matériel de guerre » démontre que les services de renseignement enregistrèrent également des événements légalement autorisés, comme par exemple les actions sous forme de théâtre de rue, organisées en amont de la votation de 1972. Non négligeables sont également les observations des fonctionnaires, selon lesquels « ce théâtre infantile » n'avait eu aucune résonance auprès de la population. Ceci servant de justification aux services de renseignement, pour lesquels il va de soi que de faire usage de droits fondamentaux n'était qu'une couverture pour des fins extrémistes ou révolutionnaires.

Celles et ceux qui pensent que ceci n'est qu'une histoire du passé devraient garder en tête que les services de renseignement viennent d'être placés sous tutelle du DDPS, et que ni cette institution ni la précédente ne sont des contemporains progressistes.

AVIONS DE TRANSPORT

Avions de transport : échec au Parlement

Dix ans après que la question des avions de transport militaire ait précipité tout un programme d'armement aux oubliettes, les militaristes tentent à nouveau leur chance. Cette fois encore, le GSsA a organisé la résistance et ses efforts ont été couronnés de succès.

Par Thomas Leibundgut

Le Conseiller et la Conseillère aux Etats Peter Bieri (PDC, ZG) et Géraldine Savary (PS, VD), ainsi que le Conseiller national Pierre-Alain Fridez (PS, JU) ont demandé, par le biais de trois motions parlementaires, l'achat ou l'examen d'une possibilité d'acquisition par la Suisse d'avions de transport pour l'armée, ou encore une augmentation des moyens de trans-

port aériens militaires. En guise de justification : éviter la dépendance aux locations pour les transports de soldats et de matériel nécessaire à répondre aux catastrophes naturelles ou aux évacuations d'urgence du personnel des ambassades. Ce qui pourrait paraître logique au premier abord se révèle un gouffre à milliards. Tout d'abord, il importe de préciser que toutes les missions nommées ci-dessus ne peuvent être remplies à l'aide du même type d'avion de transport. Les avions de transport militaires proposés sur le marché actuel ont tous des qualités différentes et spécifiques, qui rendent leur utilisation à des fins diverses impossible. La Suisse devrait donc se doter d'un type d'avions spécifique pour chacune de ces tâches, ce qui mènerait inévitablement à leur non-utilisation

la plupart du temps, à leur mise à disposition à l'OTAN ou encore à leur affectation à des missions de rapatriement de force de réfugié-e-s débouté-e-s.

Au moyen d'une solide campagne d'information, le GSsA est parvenu cependant à convaincre la majorité du Conseil national que l'achat des avions de transport est non seulement politiquement inutile et financièrement irresponsable mais également dangereuse à un niveau humain – ce qui a mené au refus des trois motions susmentionnées. Le GSsA prévoit de continuer à s'engager dans le futur contre la participation aux missions de l'OTAN, aux rapatriements de force au moyen d'avions de l'armée et contre toute augmentation de l'armement de la Suisse en général.

INTERVENTIONNISME MILITAIRE

Déclaration du GSsA à propos de la conférence de Zimmerwald

(fb) C'est grâce à la Société Robert-Grimm qu'environ 200 sympathisant-e-s pacifistes de toute la Suisse et au-delà ont eu l'occasion de se réunir les 4 et 5 septembre. La manifestation, vouée à la commémoration des « 100 ans de la conférence de Zimmerwald », n'était cependant pas qu'une occasion à valeur historique – ceci n'aurait pas correspondu à l'esprit des révolutionnaires de l'époque de la première guerre mondiale. Au détour d'une discussion, il a été décidé d'user de l'occasion pour rédiger un « second manifeste de Zimmerwald ». En amont de la conférence, une ébauche avait circulé, dont le

contenu reflétait l'influence manifeste des partisan-e-s de l'interventionnisme militaire qu'on retrouve au sein du PSS – si leurs voix se font moins fortes qu'avant, elles n'ont pas pour autant disparu. Nous pouvons lire, dans un extrait de leur proposition de manifeste, que « quand une maison brûle de toutes parts, cela n'aide en rien de dire qu'on aurait pu éviter l'utilisation de matériaux inflammables. » Si la parabole paraît anodine et plutôt logique, elle est loin de l'être dans son contexte. Bien au contraire : c'est l'un des arguments moraux majoritairement avancé par les partisans des interventions de l'OTAN

dans les zones de conflit (comme par exemple au Kosovo en 1998) pour contrer leurs opposant-e-s pacifistes. Les « bons », dans ce discours, sont tout à coup les états guerriers et l'OTAN et non les pacifistes naïfs/ves qui préfèrent laisser mourir la population civile plutôt que de dévier de leurs principes. La ligne directe qui mena de la guerre du Kosovo à la guerre en Irak (2003) a démontré que les pacifistes ne sont peut-être pas les naïfs/ves après tout.

C'est pourquoi le GSsA a travaillé, en préparation de la conférence, à une déclaration propre, avec pour but d'empêcher l'adoption du

« second manifeste de Zimmerwald ».

Le titre de travail : « l'interventionnisme militaire est une forme de guerre qui mène à plus de guerres » résume très bien le contenu et témoigne de la nette volonté de distanciation d'avec les interventionnistes militaires au sein de la gauche. Le jour venu, la déclaration du GSsA fit approbation générale, et le « second manifeste de Zimmerwald » resta un thème de discussion parmi d'autres. Il paraît néanmoins important de souligner que l'orientation politique guerrière de celui-ci ne repose pas sur une majorité au sein de la gauche suisse – et heureusement !

GENÈVE - RÉFÉRENDUM CASERNES

L'« Opération les Vernets » en trois questions

Dans le cadre du projet de construction du futur quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV), le Conseil d'Etat genevois propose une opération de relogement de l'armée aux frais des contribuables et au détriment des futur-e-s locataires de la parcelle des Vernets. Il s'agit de déboursier pas moins de 75 millions de francs afin de construire une nouvelle caserne à Meyrin et d'agrandir deux autres sites militaires à Epeisse et Aire-la-Ville. Un tel investissement des deniers publics mérite que l'on se pose les bonnes questions.

Par Amanda Gavilanes

Pourquoi l'armée dispose-t-elle d'un droit de superficie jusqu'en 2040 ?

En 2002, Mme Brunschwig-Graf a signé la prolongation jusqu'en 2040 de la convention liant Genève et la Confédération. Cette convention aurait dû prendre fin en 2025. A l'époque, le DDPS avait encore des projets d'envoi de troupes à l'étranger et le Conseil d'Etat genevois avait misé sur Genève comme un des futurs centres d'entraînement pour ces troupes. Or, ces ambitions ayant été abandonnées, on peut se demander à juste titre pourquoi la prolongation de la convention n'a pas été dénoncée par les autorités genevoises. A plus forte raison lorsqu'il était déjà prévisible, à l'époque, que l'on construirait à moyen terme un nouveau quartier d'habitation dans le secteur. De plus,

l'armée suisse a toujours souhaité quitter les Vernets, cet emplacement en plein cœur de la ville ne lui convenant pas stratégiquement.

Pourquoi les logements d'utilité publique (LUP) sont-ils menacés ?

La précipitation et l'opacité qui entourent cette opération, notamment en matière d'impact sur le prix des logements d'utilité publique (LUP), laissent planer un air d'amateurisme sur la gestion de cet important projet urbanistique. A l'heure actuelle, nous n'avons en effet aucune garantie que les promoteurs engagés dans le projet, et sollicités financièrement à hauteur de 22 millions pour participer aux frais de construction de la caserne de Meyrin, ne répercuteront pas cette somme sur les prix des loyers les plus bas. En effet, leur cahier des charges permet explicitement le dé plafonnement des loyers, pour autant qu'il soit nécessaire à l'équilibre financier du projet. Cela implique également que les éventuels frais de dépollution du site pourront entraîner une augmentation des loyers sur la parcelle. La volonté politique de garantir 60% de LUP se trouve ainsi mise à mal.

Quid de l'impact environnemental ?

L'aspect environnemental est très important ici. En effet, il faut prendre en considération aussi bien les problèmes de dépollution du site de l'actuelle caserne que l'impact environne-



mental de l'installation d'une nouvelle caserne à Meyrin, commune déjà fortement exposée à des pollutions de toutes sortes. Nuisances dues à l'aéroport, zone industrielle, autoroute, font de Meyrin une zone déjà fortement soumise au bruit et à la pollution. Ajouter le trafic militaire à cela reviendrait à péjorer la qualité de vie des Meyrinois-e-s.

Les éléments évoqués ici montrent la complexité de la question. Le canton de Genève a un besoin urgent de logements, c'est vrai. Mais faut-il pour autant accepter de mettre en péril

la construction de logements aux loyers abordables en signant un blanc-seing à un Conseil d'Etat qui ne mesure pas les conséquences de l'accord passé avec l'armée ? Soyons clair-e-s : l'armée n'a pas besoin d'une nouvelle caserne. Ses effectifs diminuent. Ses missions sont actuellement repensées sous la coupole. En subordonnant la libération de la parcelle des Vernets à la construction d'une nouvelle caserne et à l'agrandissement de deux autres sites, le Conseil d'Etat genevois ne sert pas les intérêts des citoyen-ne-s du canton.

RETROSPECTIF

Trois mois de campagne « Cessez le feu! » – un premier bilan

Après une phase de planification de plusieurs mois, notre campagne contre l'industrie de l'armement a été lancée début août. Les informations sur la campagne ont été diffusées auprès du public, et les institutions financières qui investissent encore dans le commerce de la mort ont eu du fil à retordre avec nos actions. Par Jannik Böhm

Le coup d'envoi de la campagne « Cessez-le-feu! » a été donné le 1er août, date symbolique s'il en est. Mais en lieu et place de chanter les louanges de la nation, c'est une attaque en règle contre la participation de la Suisse aux guerres dans le monde qui a eu lieu. De par une chasse au trésors anti-militariste, nous avons relié quatre lieux stratégiques de l'implication de la Suisse dans ce business : la Ruag, une filiale UBS, l'Université de Berne et l'entreprise de lobby

Farner Consulting. Lors de leur recherche des différentes stations de la course, les participant-e-s ont pu s'informer au sujet des différents blocs thématiques de notre campagne : le trafic d'armes, le financement des entreprises d'armement, la recherche à des fins militaires et le lobby de l'armement au Palais Fédéral.

Dans les semaines qui ont suivi, nous nous sommes surtout-e-s sur le second pilier de notre campagne : le financement et l'investissement dans l'industrie de l'armement par les institutions financières suisses. Des actions ont été organisées devant la Banque nationale suisse (BNS), la Banque cantonale zurichoise (ZKB) et l'UBS. Par le biais de nos recherches, nous avons été en mesure de prouver que les représentations fallacieuses de la situation, propagées par le président de la BNS dans un article de la NZZ, ne correspondent pas à la réalité. Lors

de notre action, nous avons caricaturé la situation en montrant un Jordan-Pinocchio assis sur une ogive nucléaire devant la BNS à Berne. En effet, bien qu'elle s'en défende, la gestionnaire du franc suisse investit encore dans des entreprises de production d'armes.

En raison de la gravité de certains thèmes politiques actuels, nous avons décidé de repousser certaines des actions déjà planifiées pour nous concentrer sur la situation du conflit en Turquie et au Moyen-Orient, par exemple, ainsi que sur la militarisation progressive de la politique d'asile.



APPEL

Est-ce que ton argent finance des armes nucléaires ou des bombes à sous-munitions ? Exige dès maintenant la transparence de la part de ta caisse de pension !

Il est bien connu que de nombreuses banques et autres institutions financières détiennent des actions dans les entreprises d'armement qui produisent et distribuent, entre autres, des armes nucléaires et des bombes à sous-munitions. Celles-ci réalisent leurs investissements au moyen de l'épargne de leurs client-e-s – sans en faire part, bien sûr, aux principales/aux concerné-e-s. Grâce au rapport de « Don't Bank on the Bombs Report 2014 », il est aujourd'hui possible de découvrir quelles banques investissent dans les entreprises litigieuses, et de profiter éventuellement de l'occasion pour changer pour une banque plus responsable au niveau éthique.

Malheureusement, il n'existe jusqu'à aujourd'hui aucune information disponible quant à la question du placement des montants que la caisse de pension gère et si cette gestion se fait sur la base de critères éthiques ou non. Quel usage est-il fait de nos fonds de pensions ? Le manque de transparence en la matière est total.

Exige la transparence en matière d'investissements de ta caisse de pension dès maintenant à l'aide de la lettre ci-jointe ! Nous avons le droit de savoir dans quelles entreprises notre argent est investi et selon quels critères les produits financiers sont sélectionnés pour les portefeuilles. L'armement atomique et la production de bombes à sous-munitions ne doivent pas être financés par nos caisses de pension !

Il est temps de réagir ! Télécharge la lettre sur notre site internet (materieldeguerre.ch/lettre) ou découpe-la directement de la page ci-contre et envoie-la à ta caisse de pension. Bouge tes proches et ton entourage : plus de lettres seront envoyées aux caisses de pension, plus forte sera la pression pour plus de transparence !

✂

CESSEZ + LE FEU!

Destinataire:

.....

.....

.....

.....

....., le

Concerne : les investissements dans des entreprises qui sont impliquées dans la production ou la distribution d'armes atomiques, de bombes à sous-munitions ou de leurs composants

Mesdames, Messieurs,

En tant que membre de votre caisse de pension, je souhaite recevoir réponse aux deux questions suivantes :

- Détenez-vous, dans votre portfolio, des actions d'entreprises qui sont impliquées dans la fabrication ou la distribution d'armes interdites par le droit international, telles que des bombes atomiques ou des bombes à sous-munitions ? Avez-vous des relations d'affaire ou avez-vous déjà garanti des avantages financiers à des entreprises telles que Lockheed Martin, Alliant Techsystems ou Honeywell International ?
- La gestion des fonds qui vous sont confiés se fait-elle sur la base de critères de développement durable (critères ESG) ? Si cela est le cas, je souhaiterais recevoir des informations supplémentaires, par exemple une description de vos critères d'investissement, quels produits financiers y sont soumis (type et pourcentage) et tout autre information permettant de mieux comprendre votre logique d'intégration.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, je vous adresse, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

.....

Expéditeur/trice:

OTAN

Corbyn et autres revers pour l'OTAN

Après une courte offensive géostratégique, l'OTAN se voit aujourd'hui à nouveau mise sous pression au niveau politique.

Par Jo Lang.

Il y a de cela encore quelques mois, l'OTAN paraissait capable de gagner du terrain politique en profitant des gesticulations égotiques de Poutine, principalement en ce qui concerne l'augmentation des dépenses militaires et le renforcement de la présence « alliée » dans la région de l'ancien bloc de l'Est. Dernièrement, l'organisation a dû essayer quelques revers considérables, le plus violent et dernier en date venant de la Grande-Bretagne.

La victoire des pacifistes en Grande-Bretagne

L'élection de Jérémy Corbyn, opposant notoire à l'OTAN, à la tête du parti travailliste le 12 septembre dernier a provoqué des inquiétudes au sein de l'organisation de défense, bien que celle-ci n'ait pas concrètement à se soucier d'une défection de la Grande-Bretagne dans un futur proche. A un niveau symbolique autant que pratique, le fait que 60 pour cent des membres d'un parti, qui a soutenu en 2003 la guerre en Irak, plébiscite le président de la coalition « stop the war » (arrêtons la guerre) représente un signal fort pour l'avenir. La « modernisation » des armes nucléaires britanniques ainsi que la participation à de futures opérations militaires se verront opposées à une résistance renouvelée.

La simple position de la Grande-Bretagne, à l'avant-garde européenne de la mise en oeuvre de missions globales de l'OTAN, se retrouve ainsi mise en cause.

Les inquiétudes au sein des responsables militaires sont palpables au vu des menaces de coup d'état formulées par un général des forces britanniques préférant rester anonyme dans le Sunday Times du 20 septembre dernier : « La possibilité d'un gouvernement Corbyn provoque de fortes appréhensions du côté des forces militaires britanniques. (...) L'état-major de l'armée britannique (...) va prendre toutes les mesures nécessaires, régulières ou non (...) Sinon, on court le risque véritable d'événements qu'on pourrait qualifier de mutinerie ». Ceci rappelle des plans concrets de putsch militaire qui avaient été élaborés en 1970 contre le gouvernement travailliste de Harold Wilson, avec pour tête pensante Sir Walter Walker, commandant général entre 1969 et 1972 de la section du nord de l'Europe de l'OTAN.

Victoire électorale sud-européenne pour les opposant-e-s à l'OTAN

Trois semaines plus tard, l'OTAN se voyait confrontée à un nouvel échec politique. Au Portugal, le bloc de gauche a réalisé une victoire historique en dépassant les 10 pourcents, ce qui représente non moins qu'un doublement du nombre de voix obtenues. Catarina Martins, présidente de la coalition, confirma la position du parti après les élections en déclarant : « Nous

sommes opposés à la participation du Portugal à l'OTAN, car l'OTAN participe non pas à la stabilité mais à l'instabilité internationale ». Une vision partagée par la gauche traditionnelle portugaise, formée de la coalition des communistes et des verts, qui, avec 8,3%, a elle aussi progressé dans les votes. De par la victoire de la gauche radicale en Espagne avec l'accession à la mairie de Madrid d'une politicienne proche de Podemos ou les résultats obtenus par le CUP lors de des dernières élections catalanes, la péninsule ibérique se voit aujourd'hui dotée de deux mouvements politiques solides opposés à l'OTAN.

En Allemagne également, les chances de l'OTAN d'arriver à imposer ses stratégies de tension et d'armement sont plutôt minces. Pour nombre de citoyen ne s de la République fédérale, il est clair que les agissements de Poutine en Ukraine – illégaux d'un point de vue du droit international – sont une conséquence des promesses non-tenues faites à Gorbatchev dans les années 1990 en ce qui concerne l'extension de

l'OTAN dans la zone de l'ancien bloc de l'Est. De plus, la réputation de l'OTAN est toujours entachée par le coup d'état inattendu des Talibans à Kundus. Le 8 octobre dernier, un article d'une page entière paraissait à ce sujet dans le journal die Zeit. L'en-tête à lui-seul traduit la désapprobation générale quant aux agissements de l'OTAN en Afghanistan auprès des spécialistes de la région : « Ulrich Ladurner a effectué près de 30 voyages en Afghanistan depuis 2011. Lors de chacun de ceux-ci, ses doutes furent renforcés quant à l'intervention de la coalition occidentale. » L'auteur plaide pour un retrait des troupes de l'OTAN. A cela s'ajoute les agissements pseudo « antiterroristes » de l'armée turque, membre de l'OTAN, contre les Kurdes, qui ne contribuent eux aussi aucunement à la bonne réputation de la coalition militaire.

Sortir du partenariat avec l'OTAN !

En Suisse également, les quelques discussions au cours desquelles la participation helvétique au partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN est débattue démontrent que le thème provoque la controverse. Le Parti Socialiste Suisse se laissera-t-il inspirer par l'élection de Corbyn pour mettre un terme à ses relations avec l'OTAN ?

INVESTISSEMENTS DANS LES ARMES NUCLÉAIRES

L'exigence d'agissements effectifs

Les institutions financières et les caisses des pension investissent encore dans des entreprises produisant des armes atomiques et des bombes à sous-munitions. Parce qu'il s'agit de l'argent de chacun-e, pour autant qu'il/elle soit client e d'une banque, nous sommes automatiquement tou-te-s concerné-e-s. La question qui se pose est celle de savoir comment empêcher que notre argent soit utilisé afin de financer l'armement nucléaire mondial.

Par Meret Schneider

Les banques et les caisses de pension suisses investissent dans les armes nucléaires et à sous-munitions, malgré l'interdiction de cette pratique par la législation suisse. Etant donné que la loi suisse sur le matériel de guerre contient des zones grises, il est impossible de poursuivre en justice les institutions financières concernées ou de prouver que ces entreprises possèdent bien des produits illégaux dans leurs portefeuilles. Cela signifie-t-il que nous devons simplement accepter que notre argent permette la production d'armes interdites par le droit international, sans rien faire ?

Evidemment non. Le problème de ces investissements non éthiques existe dans le monde entier – il en va de même pour les campagnes et initiatives qui essaient d'empêcher de telles pratiques. L'un des acteurs à la tête de ce combat est la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN)), qui s'engage aux côtés de l'organisation

Business and Human Rights Conform (BHRC) pour une interdiction effective du financement et une diminution des investissements dans les entreprises productrices d'armes atomiques. Entre autres, elles publient tous les quatre ans le rapport « Don't Bank on the Bomb », dans lequel l'institut de recherche hollandais Profundo compile et analyse les relations d'affaires entre plus de 400 instituts financiers et 28 entreprises productrices d'ogives et de systèmes de transports nucléaires. Elles mettent ainsi en lumière un côté volontiers laissé dans l'ombre par les instituts financiers et contribuent ainsi à plus de transparence en la matière. L'accessibilité de ces informations est une occasion idéale pour devenir soi-même actif/ve et prendre les mesures nécessaires à l'abolition de telles stratégies d'investissement. Vous retrouverez ci-dessous la description de quelques stratégies d'action qui ont par exemple abouti à ce que plusieurs banques en Norvège aient abandonné leurs relations d'affaires avec certaines entreprises litigieuses.

Chercher le dialogue

Si cela peut paraître incroyable, la stratégie s'est révélée efficace dans plusieurs pays. Bien que le réflexe de nombre d'entre nous soit de voir les institutions financières comme des requins sanguinaires et d'avoir une attitude défensive face à elles, la pratique démontre que cela est simplement contre-productif. Normalement, les institutions financières n'investissent ni directement, ni sciemment, dans des entreprises productrices d'armes atomiques. Ces actions font simplement partie d'un fond d'index et le/la

trader concerné-e n'est probablement même pas au courant. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de la stratégie de retour sur investissement ; simplement, la réalité actuelle démontre que les pratiques d'investissement sont souvent trop complexes et que la transparence en matière d'information concernant où et comment les investissements sont produits est quasi nulle. Ainsi, pour ce genre de cas, il est sensé d'agir en tant qu'informateur/trice pourvu e de la volonté d'aider la banque à se souvenir de ses obligations de droit international en ce qui concerne les investissements dans le secteur de l'armement. De part cette obligation, il est également possible de rappeler à sa banque que la production d'armes nucléaires n'est en aucun cas une industrie viable ou d'avenir – ce qui devrait être une information de prime importance pour les institutions financières.

Exercer une pression

Il convient d'ajouter que les banques risquent également de graves pertes en termes d'image si elles devaient se justifier publiquement d'agir en tant qu'investisseur dans les armes nucléaires. Un autre moyen est d'augmenter la demande de fonds responsables, éthiques et durables, ou encore d'exiger plus de transparence sur la politique d'investissement. Dans de divers pays, une prise de contact aimable, et non sous forme de confrontation, a déjà permis le désinvestissement ainsi que l'amélioration de certains politiques. Le moyen du « shaming » ou de la mise sous pression par la révélation des activités de la banque au public ne devrait être qu'un moyen de dernier recours, en cas de non réaction ou de nouveaux investissements dans le secteur. Celui ou celle qui pense à sa banque devrait toujours garder l'industrie nucléaire en tête.



MIGRATION

Un téléphone pour sauver des vies

Un call-center d'urgence organisé par des volontaires transmet les appels aux secours de migrant-e-s en mer aux gardes-côtes les plus proches. Si les opérations de secours sauvent des vies en Méditerranée, au même moment, les projets d'interventions militaires provoquent des inquiétudes. Une discussion entre Adi Feller et Simon Sontowski, de l'organisation Alarm Phone.

Pouvez-vous nous décrire le fonctionnement concret d'Alarm Phone et les buts que vous vous êtes fixés ?

Depuis octobre 2014, nous avons ouvert la ligne d'appels d'urgence, qui est joignable 24h/24 et qui nous permet de recevoir les appels des migrant-e-s. Nous faisons alors en sorte d'en apprendre autant que possible sur la situation à bord et déterminons la position exacte des bateaux. Ensuite, nous transmettons l'information aux gardes-côtes concerné-e-s et les mettons sous pression, si nous constatons que la mission de sauvetage n'a pas lieu. Malheureusement, nous démontrons également ainsi que jusqu'ici, les missions de sauvetages, aussi efficaces soient-elles, n'ont pas permis d'arrêter l'hécatombe. Au contraire, la seule solution viable reste les voies migratoires légales et sûres.

Quels sont les succès de votre travail ? Dans quels secteurs avez-vous besoin du plus de soutien ?

Notre plus grand succès est assurément le fait que tous les migrant-e-s avec lesquels nous avons eu un contact téléphonique, soit plus de 800 opérations de sauvetage, sont arrivés-e-s sains-e-s et saufs/ve à terre. Bien que nous ayons des activistes dans toute l'Europe, qui s'engagent et qui portent notre projet, nous avons toujours cruellement besoin de plus de soutien de ce côté-là.

Comment sont vos relations avec les gardes-côtes et les flottes maritimes ? Y-a-t-il des différences entre les réactions des acteurs civils et militaires à vos appels ?

Nous avons de bonnes relations avec les gardes-côtes espagnol-e-s et italien ne s en particulier. Ces acteurs civils font vraiment de leur mieux pour sauver les migrant-e-s. Nous n'avons pas de contact direct avec les militaires, mais il arrive que les gardes-côtes, sur base de nos informations, envoient des bateaux de la marine allemande ou britannique en mission de sauvetage jusque devant la côte libyenne. Entre le Maroc et l'Espagne, nous avons souvent le problème que bien que les gardes-côtes espagnol-e-s ait la volonté de sauver, les bateaux des migrant-e-s sont souvent d'abord interceptés par la marine militaire marocaine. Et dans la mer Egée, zone dans laquelle nous observons, de loin, le plus de naufrages, l'UE essaie de convaincre les gardes-côtes turcs/ques d'intercepter précisément les bateaux de migrant-e-s « illégaux/ales ». Ceci pourrait avoir des conséquences fatales, car jusqu'ici, les gardes-côtes turcs/ques ont toujours réagi très vite en cas d'urgence, en laissant généralement passer les bateaux de migrant-e-s.

Selon toi, quelles ont été les répercussions de l'opération militaire EU NAVFOR MED en comparaison avec les missions antérieures, Triton et Mare Nostrum ?

Bien que Mare Nostrum était une opération de la marine militaire italienne, son but unique était de sauver les migrant-e-s en fuite en train de chavirer devant les côtes de la Libye et de les ramener en Italie. Cette opération pose une pierre blanche dans le combat contre la mort en Méditerranée : en 2014, elle a ramené non moins de 17'000 personnes en sécurité jusqu'aux côtes italiennes. Triton, l'opération consécutive coordonnée par Frontex, avait, elle,

pour but de protéger à nouveau les frontières, et non de sauver des vies. Le retrait des gardes-côtes italien ne s dans les eaux nationales a mené à une augmentation conséquente des mort-e-s en haute mer. Ce n'est qu'après la succession de naufrages en avril 2015, qui coûta la vie à plus de 1300 personnes en une semaine, qu'un changement de l'appréciation de la situation a pu être exigé. En même temps, le mouvement de protestation pan-européen contre la mort en Méditerranée se fit plus fort, ce qui ajouta de la pression sur les acteurs en cause. Fin mai 2015, les états participants ont élargi la zone d'intervention jusqu'à la côte libyenne et ont triplé le nombre de bateaux – ceux-ci, jusqu'à aujourd'hui, ne servent qu'aux opérations de sauvetage. Les buts de EU NAVFOR MED – la destruction des réseaux de passeurs au moyen d'interventions militaires – démontrent à quel point les priorités sont mal définies. Bien entendu, des bateaux militaires peuvent également être forcés au sauvetage en mer. Cependant, nous avons remarqué, durant ces derniers mois, que durant la première phase de la mission, ceux-ci ont surtout mené des opérations de renseignement et que les bateaux patrouillent

souvent à l'écart des routes migratoires classiques, ce qui prouve qu'ils ne remplissent pas de facto leurs obligations en matière de sauvetage. Depuis le 7 octobre, les militaires ont obtenu le droit de pénétrer, de fouiller et de saisir les bateaux des migrant-e-s dans les eaux internationales. Je doute fortement de l'efficacité de telles mesures, étant donné qu'il est bien connu que les passeurs ne montent pas à bord des bateaux.

Considères-tu comme réaliste la perspective qu'un jour les migrant-e-s puissent pénétrer l'Europe par voie terrestre, légalement, et ne se voient plus forcé-e-s d'entreprendre la périlleuse traversée de la Méditerranée ?

Le flux migratoire a développé une force et une dynamique propre cet été qui ont tant fait vaciller la forteresse Europe, que je ne suis plus aussi pessimiste qu'auparavant. La revendication pour la création de voies migratoires sûres et légales est arrivée au centre de la société. Il est devenu clair qu'il n'existe simplement pas d'alternative. Mais d'ici à ce que ce soit traduit en dispositions légales concrètes, il y a encore du chemin à faire. Si certain-e-s auront peut-être accès à de nouvelles voies plus sûres dans le futur, je pense que la politique migratoire restera une machine de sélection créatrice de hiérarchies, qui continuera à se fonder sur l'exclusion de certaines catégories de personnes.



Watch the Med

JAPON

Mobilisation pacifiste sans précédents au Japon

Entre juin et septembre de cette année, des manifestations presque quotidiennes ont réuni des centaines de milliers de Japonais es pour contester le projet de gouvernement de M. Shinzo Abe de permettre la participation des « Forces d'autodéfense » du Japon à des opérations militaires à l'étranger. Ces manifestations, d'une ampleur sans précédent, ont surpris par leur mobilisation massive parmi les jeunes. Au rejet de la guerre, qui est encore diffus dans la société japonaise 70 ans après la défaite lors de la Deuxième guerre mondiale, s'ajoute la méfiance envers les autorités d'une génération de jeunes traumatisés par le désastre nucléaire de Fukushima en 2011.

La constitution pacifiste menacée

Depuis au moins une dizaine d'années, les milieux dirigeants au Japon plaident pour l'abandon de la « contrainte pacifiste » inscrite dans la constitution japonaise, notamment dans

son article 9 qui stipule : « Le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre ce but, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu ». Le premier gouvernement de M. Abe (2006-7) avait ouvertement inscrit le démantèlement de l'article 9 dans son programme. Depuis le retour du Parti Libéral Démocratique (PLD) de M. Abe au gouvernement en 2012, les attaques contre l'article pacifiste s'intensifient. M. Abe déclare qu'il veut « normaliser le Japon » dans le sens de permettre au Japon, comme tout autre pays « normal », de participer à des « opérations d'autodéfense collective » en dehors du territoire national. Les Etats-Unis saluent et encouragent cette évolution d'une conception « locale » vers une conception « globale » de la sécurité. La lutte contre le terroris-

me global, contre la prolifération des armes nucléaires et la cyberguerre est évoquée pour légitimer la « normalisation » de la politique de sécurité japonaise, mais il est évident que les motivations sont surtout d'ordre géostratégique et de défense des intérêts économiques, notamment face à la montée de la puissance économique et militaire de la Chine.

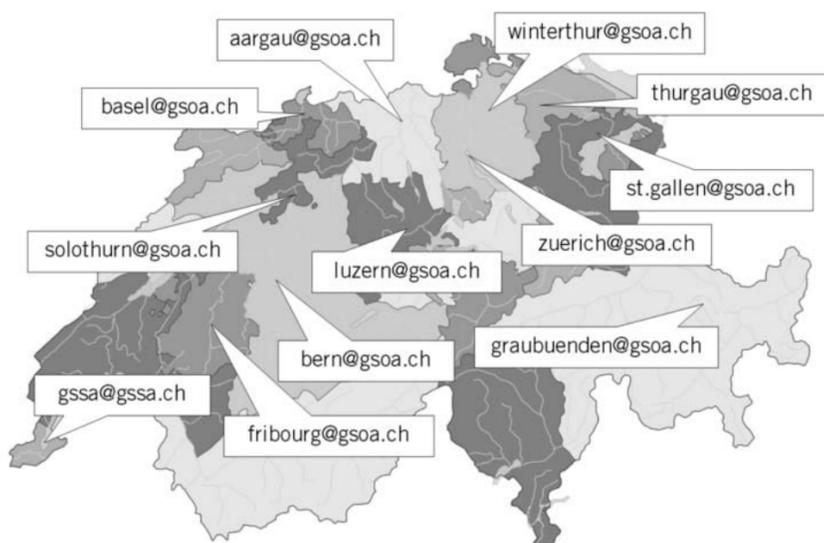
Une contestation pacifiste surprenante

Une « campagne pour l'Article 9 global » avait déjà été lancée en 2005 par des pacifistes japonais. Ce mouvement avait récolté d'importants soutiens internationaux (intellectuel-le-s, prix Nobel, ...) lors d'une conférence qui avait réuni plus de 30'000 personnes en 2008. Mais le mouvement de contestation de 2015 a constitué une énorme surprise. En quelques mois, une très jeune organisation d'étudiant-e-s « Students Emergency Action for Liberal Democracy » (SEALDs) a réussi à mobiliser des centaines de milliers de manifestant-e-s contre le projet de

loi sur la sécurité qui autorise la participation des « Forces d'autodéfense » japonaises à des opérations militaires à l'étranger. Les fondements idéologiques, les slogans et les manières de manifester de ce mouvement sont en bonne partie différents de ceux des mouvements pacifistes et antiguerre qui ont été actifs en Europe ou aux Etats-Unis ces dernières décennies. Ils témoignent en tout cas d'une très forte contestation du discours dominant et d'une énorme envie de participer de la part de toute une génération de jeunes Japonais es.

La loi contestée a été adoptée par le Parlement où le PLD de M. Abe détient la majorité, mais il est possible qu'elle soit déclaré non conforme à la constitution. Il est probable que la mobilisation pacifiste continuera au moins jusqu'aux élections de 2016, quand le PLD essayera d'obtenir la majorité des deux tiers nécessaire pour faire adopter des changements de la constitution.

Quelques articles en référence : Katsumata Makoto, Une Constitution pacifiste en péril, Monde Diplomatique sept. 2015.



Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale du GSsA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSsA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSsA. Tu as envie de devenir actif ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**

Les lobbys de l'armement ont les poches pleines – pas nous !

Dans le cadre de notre campagne actuelle « Cessez-le-feu ! », nous rendons public ce que le lobby de l'industrie réussissait à cacher avec succès jusqu'ici. Par le biais d'actions créatives et de rapports d'investigation, nous avons pu démontrer les liens profonds qui relient l'industrie de l'armement, le monde de l'économie et la politique. Afin de financer nos recherches ainsi que leur publication, nous avons besoin d'argent. Par ta donation, tu soutiens directement notre travail !

Par exemple, il y a cela peu de temps, nous avons pu prouver que la BNS continue aujourd'hui encore d'investir dans des entreprises qui produisent des armes nucléaires et à sous-munitions. Ceci est également valable pour les banques UBS et Credit Suisse. Les investissements des banques suisses et des caisses de pension ont des conséquences incontrôlables : notre argent finance la production d'armes, de munitions et de chars d'assaut, qui sont ensuite exportés dans des régions où ils provoquent mort et fuite des populations locales.

Les investissements douteux des entreprises suisses ne sont malheureusement pas le seul moyen par lequel la Suisse participe aux conflits armés dans le monde. Ce sont en particulier les entreprises d'armement suisses qui mettent de l'huile sur le feu des conflits mondiaux et provoquent la migration forcée de milliers d'êtres humains. Que ce soit en Syrie, en Iraq ou en Libye, les armes suisses, les munitions suisses, les chars d'assaut suisses et les grenades suisses tuent à grande échelle.

C'est pourquoi le GSsA exige un arrêt immédiat des exportations d'armes et des investissements dans les entreprises d'armement ! Afin que nos efforts atteignent le plus de personnes possibles, nous nous réjouissons de toute forme de soutien. Utilise le talon de commande afin de te procurer du matériel de campagne, prends ton drapeau « Pace » à la fenêtre afin de montrer ton engagement pour la paix ou prends contact avec nous afin de devenir actif/ve dans l'un de nos groupes locaux.

Par le biais d'une petite ou d'une plus conséquente donation, tu nous aides à atteindre plus de gens et contribues de façon décisive au succès du GSsA. **Merci beaucoup !**

GREGOR

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

rédaction : Marco Baumgartner (mb), Felix Birchler (fb), Jannik Böhm (jb), Stefan Dietiker (sd), Tobias Estermann (te), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzcic (np), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Fabian Stalder (fs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L		
		<input type="checkbox"/> bleu	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»			Fr. 1.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse «GSsA»			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés «GSsA»			Fr. 15.-	
	Badge «NON aux nouveaux avions»			gratuit	
	Livre «Quand l'esprit de Genève s'embrace - au delà de la fusillade du 9 novembre 1932», Jean Batou (2012)			Fr. 34.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 10.-	
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-	
	Livre «La Suisse sans armes», Roman Brodmann (1975)			Fr. 29.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 96. Numéro(s) _____			Fr. 1.-	
	Frais de port				Fr. 3.-
	Somme totale de la facture				

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail

A renvoyer au GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8
ou par courriel à materiel@gssa.ch